

Méditons sur les médiations !

L'Express – Paul Rabary – 12/09/11

La floraison des médiateurs et des médiations nationaux et internationaux depuis l'année 2009 est inversement proportionnelle aux résultats escomptés. Tout a été dit, tenté et manœuvré mais la réalité est implacable : d'Ambohimambola à Gaborone, que d'échecs cuisants et de désillusions pour la sortie de crise. Si tant de déconvenues sont logiquement imputées aux comportements et aux motivations des acteurs politiques malgaches, il n'est pas hasardeux ni même déplacé d'analyser les tenants et les aboutissants des tentatives de médiation qui se sont déroulées jusqu'à présent.

D'abord sur l'objectif des médiations. Depuis leurs balbutiements, les médiations ont été handicapées par leur prétention et par leur perception de la crise. En effet, tous les médiateurs ont été obnubilés par le temps présent et se sont fixés comme objectif de résoudre la crise politique de 2009. Or dans l'appréciation de celle-ci, il ne fallait pas négliger son caractère cyclique. Faut-il encore ressasser que Madagascar est devenu un terrain propice à l'instabilité politique chronique? En 51 ans d'Indépendance, nous avons connu trois républiques, trois présidents déçus, cinq chefs d'état et seize premiers ministres. Qui plus est, aucun Président de la République « prétendument » élu n'a jamais convenablement terminé son mandat. La crise que nous vivons depuis 2009, n'en est pas une nouvelle mais la suite logique des crises depuis 1972. Aussi, ne faut-il plus s'étonner de retrouver encore en 2009 les acteurs et les enjeux des années 70. Les médiateurs seraient bien inspirés de prendre en considération non seulement le processus historique de ces crises à répétition mais aussi l'invariabilité des facteurs qui favorisent le cercle vicieux de notre instabilité politique.

En effet, les fameuses « feuilles de route » ne seront pas la solution à la crise politique structurelle de Madagascar. En clair, si l'on aspire à contribuer à la résolution de l'actuelle crise, il est crucial de la considérer comme le symptôme des maux qui rongent le système politique malgache depuis les années 70, à savoir l'instauration de la monarchie républicaine et le centralisme excessif. Si l'ambition des médiations est de mettre autour de la table les acteurs du passé et du présent en vue de les faire participer au banquet final du partage inclusif et consensuel du pouvoir politique – tout en espérant que les pathologies d'hier deviendront la normalité de demain – alors qu'ils se préparent pour de nouveaux rounds de négociations d'ici quelques années.

Ensuite sur la méthodologie des médiations. Cette méthodologie est encore plus consternante si l'on se réfère à son approche. D'abord, parler de sortie de crise comme acquis dès la signature d'une convention, d'un accord ou d'un amendement est d'une légèreté intellectuelle sinon d'une naïveté d'esprit. Car si la crise est un processus dynamique, la sortie de crise doit emprunter un autre processus aussi long que complexe. L'échec de l'application de Dakar I et II, de Maputo I et II, d'Addis-Abeba pourront attester qu'un compromis n'est que le début d'un processus ardu et ne peut être considéré comme une finalité en soi. En second lieu, les deux approches dites « mouvance » et « parti » ont montré à la fois leur incongruité et leur limite. En effet, l'émergence factice des mouvances, ou des plateformes éclectiques qui n'ont pour finalité que de faciliter la distribution du pactole de ce qui reste de l'État et de la République met en exergue la faille d'une méthodologie vouée à l'échec. Mais la plus grande lacune de cette méthodologie de médiation est d'avoir complètement ignoré les différentes tentatives de sorties de crise depuis 1972. Cette année-là, l'option militaire et la supposée neutralité des techniciens se sont soldées par la démission du Général Ramanantsoa et de l'assassinat du Colonel Ratsimandrava. La convention consensuelle et inclusive du 31 octobre 1991 n'a pas pu éviter l'exil de l'Amiral Ratsiraka et l'empêchement du Professeur Zafy. Et l'unilatéralisme de Ravalomanana en 2002, qui a renié sa signature et ses engagements dans l'accord de Dakar II, cautionné par la communauté internationale et les bailleurs de fonds, ne nous a pas épargné une quatrième crise. En d'autres termes, quels que soient les éléments de réponse et les options proposées pour sortir de la crise politique actuelle, il faudrait traiter et remédier aux fondamentaux des crises successives au lieu, d'une part, de se perdre en conjectures dans les règlements des différends personnels des protagonistes, dans la satisfaction des desideratas et des sautes d'humeur des uns et des autres, et d'autre part d'échafauder des plans de sortie superficiels et artificiels de la crise structurelle.

Enfin sur les acteurs des médiations. C'est le point le plus sensible et le plus délicat car une médiation ne peut être concluante sans les talents, la qualité et la volonté des médiateurs. Primo, les médiateurs traditionnels des crises politiques malgaches à savoir le FFKM se sont disqualifiés eux – mêmes en étant à la fois juge et parti durant cette crise. Secundo, les pseudos sociétés civiles, entre autres la CNOSC, le Ray aman-dreny Mijoro et le Finoana qui se sont improvisés médiateurs se sont décrédibilisés tant leur réelle

conviction et leur tendance insidieuse sont contraires à l'esprit même de la médiation. Point n'est plus nécessaire de soulever le caractère ubuesque de ces acteurs politiques qui, par la force des intérêts et des stratégies politiques inavouables, sont devenus par enchantement des médiateurs modèles et impartiaux.

Tertio, les médiateurs par procuration, à savoir la Sadc, ses éclaireurs et ses messagers, ont montré leur impuissance tant face à l'intransigeance des protagonistes malgaches, que face aux pressions intenable des vrais décideurs occidentaux. En outre, manifestement, les enjeux géopolitiques et géostratégiques sur Madagascar les dépassent plus que de mesure. En tout les cas, il est plus qu'évident que le métier de médiateur s'apprend mais ne s'improvise pas.

Alors quelle médiation conviendrait au cas de Madagascar? Il y a trois niveaux de médiation incontournable à Madagascar. Premièrement, au niveau de l'épouvantail dit « communauté internationale » qui n'est autre que les puissances occidentales et les puissances émergentes qui lorgnent sur les potentialités minières et énergétiques de l'île. Si ces puissances s'entendent sur la façon d'exploiter équitablement aussi bien pour eux que pour nous les richesses de notre pays, alors un grand facteur de blocage sera levé. Deuxièmement, au niveau de tous les acteurs politiques malgaches qui considèrent la chose politique comme l'unique voie d'accomplissement personnel et d'épanouissement financier et matériel. D'autant plus que le statut de politicien donne droit à un statut d' « affranchi ».

En effet, les politiciens malgaches ne sont ni responsables devant la loi ni redevables devant les électeurs. Troisièmement, au niveau des citoyens de la République, parce que nous sommes encore dans une république, il est impératif de les éduquer, de leur faire comprendre et de leur inculquer que celui ou celle qui est détenteur du pouvoir politique ou d'une autorité étatique n'est ni un Ray aman-dReny, ni un roi, ni un messie, ni un démon, mais tout simplement un citoyen ordinaire lié à un contrat précis et soumis au devoir d'exemplarité et de résultat. De ces trois niveaux de médiation déboucheront une vision, une ambition et un projet de société pour un cycle vertueux de l'histoire de Madagascar. Alors médiateurs, levez-vous !

Source : <http://www.lexpressmada.com/2274-courrier-des-lecteurs/meditons-sur-les-mediations-.html>